

Les Colombiens condamnent la corruption mais pas suffisamment



Les Colombiens qui ont participé dimanche dernier à un référendum contre la corruption ont approuvé par une large majorité le projet en sept points destiné à combattre ce phénomène négatif mais le nombre de voix a été insuffisant pour atteindre la limite qui aurait obligé les élus à le transformer en loi.

Les normes du référendum stipulaient qu'il serait valide si, comme minimum, le tiers des électeurs inscrits, c'est-à-dire 12,1 millions de personnes y participaient.

À la fin de la journée, l'on a comptabilisé 11,6 millions de votants ce qui signifie que 500 mille voix ont manqué pour atteindre leur objectif.

Il y a des analystes qui préfèrent voir ce qui a été obtenu et d'autres qui signalent ce qui a manqué.

Ce qui est vrai c'est que l'actuel président Ivan Duque a accédé à son poste avec seulement 10 millions de voix.

Avec seulement 37 mille 400 dollars, une minutie comparée aux 5,6 millions qu'a dépensés Duque dans sa campagne, l'on a réussi à mobiliser plus de 11 millions de citoyens, ce qui est méritoire.

Plus encore si l'on prend en considération le fait que 99% des participants ont appuyé les sept mesures contre un fléau qui coûte chaque année 17 milliards de dollars à l'économie nationale, c'est-à-dire, au peuple car nous ne devons jamais oublier que c'est lui qui, avec son travail, crée les richesses qu'administre l'état.

Les questions auxquelles l'on devait répondre portaient, entre autres, sur la réduction des salaires des élus et des fonctionnaires, sur l'interdiction aux fonctionnaires corrompus de signer des contrats avec le gouvernement, sur l'obligation des congressistes de rendre compte de leurs actes, sur la saisie des biens de politiques et de prête-noms liés à la corruption et sur la limitation à trois mandats de la participation à des organismes publics.

Si le référendum avait été validé, l'organisme législatif aurait eu un an pour le transformer en loi et une fois ce délai expiré, le président pourrait le faire sous forme de décret.

Parmi ceux qui se sont opposés à la tenue de la consultation figuraient le parti Centre Démocratique, de centre, dont le leader, l'ex-président Alvaro Uribe, fait l'objet d'une enquête pour de présumés versements de pots-de-vin, pour ses liens avec des groupes paramilitaires et pour la manipulation de témoins.

Il y a eu quelque chose qui attire l'attention et c'est que le chef d'état Ivan Duque a pris ses distances à l'égard de celui qui est considéré comme son parrain politique, en approuvant la tenue du référendum.

De toutes les façons, le message de 11 millions de Colombiens est clair et percutant et c'est que la population en a assez d'être sous le contrôle de fonctionnaires qui détournent les ressources du pays, qui achètent et vendent des privilèges, qui soudoient des juges et des enquêteurs pour rester dans l'impunité.

À partir de maintenant une lutte dure commence pour obtenir que les députés et les sénateurs acceptent de discuter l'un des plusieurs projets alternatifs sous la pression que le châtiment populaire à des élections futures pourrait être, purement et simplement, ne plus voter pour eux.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/170137-les-colombiens-condamnent-la-corruption-mais-pas-suffisamment>



Radio Habana Cuba